

Réponse de la FRSEA Bretagne à la consultation publique du 7^{ème} programme d'actions régional nitrates

Pour la consultation publique du PAR 7, la FRSEA tient tout d'abord à rappeler quelques chiffres. Au regard de la Directive Cadre sur l'Eau, le travail engagé depuis des décennies pour la qualité de l'eau, par les agriculteurs entre autres, porte ses fruits ; permettant à la Bretagne de devenir un exemple national, voire européen en termes de reconquête de la qualité des eaux. En effet, d'après les chiffres de *l'Observatoire de l'Environnement en Bretagne* :

- 32% des cours d'eau bretons sont classés en bon état écologique en 2017 (contre 24% à l'échelle du bassin Loire-Bretagne), sachant que la principale cause de non-conformité est la morphologie du cours d'eau (c'est principalement le cas en Ille-et-Vilaine) ;
- 46% de nitrates en moins dans les cours d'eau bretons en 30 ans ;
- 90% des points de prélèvements en Eau de surface ont un taux inférieur ou égal à 50 mg/l en 2020 ;
- La concentration moyenne en nitrates dans les cours d'eau bretons est de 28 ,8 mg/l en 2022, contre 31,1 mg/l en 2016.

Ces résultats sont obtenus grâce à une évolution des pratiques des agriculteurs : entretien des zones humides afin de favoriser le processus de dénitrification, sols couverts en hiver pour limiter les fuites de nitrates vers le milieu, développement de pratiques agro-environnementales, engagement des agriculteurs dans des plans et programmes volontaires, etc. Nos efforts payent, mais les associations et l'Etat ne veulent pas l'entendre.

La FRSEA souligne que le projet de PAR7 ne s'appuie sur aucun réel bilan du PAR6 au vu de l'ancienneté des données utilisées (2020), qui couvrent à peine la durée du programme PAR6 entamé en 2018. Le PAR6 bis lui ne fait écho d'aucun bilan et d'aucune analyse de la pertinence de ses mesures.

De plus, le projet de PAR7 ne prend pas en considération nos propositions déjà émises lors des Comité Nitrates, auxquelles la FRSEA Bretagne et les autres organisations agricoles ont contribué de manière active. Nous déplorons l'absence de prise en compte de nos contributions et propositions pour les parties relevant notamment des Bassins Versants Algues Vertes.

Ensuite, il faut noter que le projet de texte est une surenchère administrative pour les exploitants agricoles bretons et est incompréhensible sur le terrain, que ce soit pour les agriculteurs eux-mêmes ou pour les techniciens et conseillers. Est-il normal d'avoir un programme d'actions, dont les règles s'appliquent directement aux agriculteurs, qui soit si illisible et incompréhensible ? Il est devenu impossible de motiver les exploitants agricoles à adhérer à ce PAR7. **Il est primordial d'avoir un PAR basé sur l'agronomie avec des mesures qui ont du sens sur le terrain, car en l'état, ce projet de texte alimente un climat de défiance de la part de l'administration au détriment de la confiance.**

Ainsi, il est absolument nécessaire de revoir l'entièreté du PAR7. Toutes les contraintes supplémentaires dans ce 7^{ème} programme d'actions seraient contre-productives et injustifiées. Les agriculteurs ont besoin d'une reconnaissance officielle et politique de leurs efforts et non de sanctions au travers d'un durcissement de la réglementation. **Nous demandons une remise à plat totale de ce programme d'actions, en continuant d'appliquer le principe de l'équilibre de la fertilisation, qui est le fondement même de la Directive Nitrates.**

Par conséquent, la FRSEA s'oppose fermement au projet de texte mis en consultation et tout particulièrement les dix points suivants :

1. Interdiction d'épandage sur les CINE toute l'année (Art. 3.1.1 – calendrier régional des périodes d'interdiction)

Cette mesure va au-delà du PAN qui précise lui que l'épandage de type III sur CINE avant implantation d'une culture est interdit. Or, l'interdiction d'épandage sur les CINE ne permet pas d'optimiser le développement de biomasse nécessaire à la fixation de carbone dans les sols.

La FRSEA demande la possibilité de fertiliser les CINE avec du type II.

2. Restriction sur les produits phytosanitaires entre la récolte du précédent cultural et la mise en place de la culture suivante (Art. 3.2.2 – adaptations régionales)

L'interdiction de l'usage des produits phytosanitaires pour les céréales et autres cultures récoltées avant le 10 septembre va bien au-delà de la problématique nitrates, qui n'a rien à faire dans un PAR.

La FRSEA demande de supprimer cette phrase car cela conduirait à interdire les traitements de pré-semis autorisés.

3. Obligation de traiter ou d'exporter de l'azote issu des animaux d'élevage (Art. 8.2.2)

Le dispositif de résorption (seuil d'obligation de traitement) appliqué dans les territoires d'excédents structurels, dont on rappelle que les territoires sont basés ici sur la production d'azote organique alors que le classement d'origine s'est fait au titre des excédents structurels. L'administration fait donc un lien direct entre qualité de l'eau et l'élevage.

Le projet de PAR7 intègre un rehaussement du SOT à 25 000 unités d'azote, mais cela ne répond aucunement aux enjeux agricoles actuels. En effet, **nous sommes dans un contexte de baisse de l'élevage significatif et par conséquent de substitution entre l'azote organique et minéral.**

La FRSEA Bretagne demande un rehaussement du SOT à 30 000 uN au vu du contexte agricole actuel.

4. Critère d'appartenance à un bassin versant algues vertes (Art. 8.3.1)

Tout exploitant possédant au moins 3 hectares dans le bassin-versant des algues vertes serait contraint d'appliquer l'ensemble des réglementations de cette zone à la totalité de son exploitation. Cette extension géographique représente une augmentation significative de 64% de la SAU concernée par les bassins versants des algues vertes par rapport au précédent PAR, englobant ainsi 12% de la SAU Bretonne au total ! Cette définition entraîne également l'application de mesures sur toutes les parcelles de l'exploitation, y compris celles situées en dehors du bassin versant, ce qui semble dénué de sens par rapport aux objectifs fixés et aux autres dispositifs tels que les ZSCE.

La FRSEA demande l'ajout d'une phrase : que les articles s'appliquent à « toute surface d'exploitation localisée en BVAV et dont le siège ou au moins 3 ha sont situés en BVAV » pour exonérer le parcellaire hors bassin versant de l'application de mesures ponctuelles.

5. Renforcement des prescriptions relatives à la BGA pour les bassins versants algues vertes (Art. 8.3.2) et mesures complémentaires en cas de dépassement du seuil (Art. 8.3.3)

La BGA à 20 kg N/ha n'est basée sous aucun fondement scientifique et est fortement dépendante des rendements réalisés et donc très dépendante des conditions météorologiques de la campagne actuelle. Par conséquent, un même exploitant peut se retrouver avec une BGA complètement différente d'une année sur l'autre. De plus, sous le seuil de 50 kg N/ha, il est difficile d'établir un lien direct entre surplus de bilan et lixiviation d'azote. Il est avéré que des exploitations avec une BGA supérieure à 20 peuvent tout à fait être en

équilibre de fertilisation. Descendre le seuil à 20 kg N/ha n'apportera donc rien de plus que le seuil actuel à 50 kg N/ha !

La BGA à 20 n'est pas justifiée ! **La FRSEA demande la suppression de la BGA à 20, le retour à la BGA à 50 et l'introduction pour les exploitations concernées la démonstration de l'équilibre de la fertilisation.**

Enfin, la sanction d'un plafonnement à 140 kg N/ha en azote total en cas de dépassement du seuil de la BGA n'a aucun fondement scientifique. Il n'a absolument pas été évalué dans son application antérieure. Or, cela encouragera davantage à utiliser les fertilisants minéraux au détriment des fertilisants organiques, ce qui est en contradiction complète avec les enjeux climatiques et agricoles et impactera un grand nombre d'exploitations bretonnes (qu'elles soient en conventionnel ou en agriculture biologique).

De plus, la définition des exploitations herbagères est très restrictive. Les 75 % de la part d'herbe dans la SAU ne concerne qu'une part infime des exploitations et le gel du ratio prairie à n-1 en cas de dépassement du seuil de la BGA risque de compromettre la transmission de certaines exploitations qui ont déjà du mal à la transmettre.

La FRSEA demande la suppression de ces plafonnements d'apports totaux en privilégiant l'équilibre strict de fertilisation avec les besoins des cultures.

6. Modification de la mesure « contrôle des ouvrages de stockage » (Art. 8.3.4) pour les bassins versants algues vertes

La FRSEA rappelle que cette mesure est très complexe, tant au niveau technique, que le coût économique qu'elle demande. Lorsque cette mesure avait été écrite dans le PAR6 bis, très peu d'organismes se sont portés volontaires lorsque l'appel d'offre avait été lancé ; cela montre bien la difficulté technique de la tâche demandée. L'Etat aurait déjà dû comprendre que cette mesure est inappropriée !

De plus, encore une fois, il n'y a aucune démonstration scientifique de l'efficacité de cette mesure en termes de réduction des fuites d'azote. L'impact de cette mesure sur l'amélioration de la situation en bassin versant algue verte n'est absolument pas démontrée. Au contraire, comme l'a rappelé l'INRAE lors du Comité Nitrates du 22 juillet 2021, « il n'a jamais été prouvé à ce jour que les ouvrages de stockage aient un véritable impact sur la qualité des eaux à l'échelle d'un bassin versant » !

Par conséquent, **la FRSEA refuse que cette mesure soit appliquée**, d'autant plus que dans le projet de PAR7 elle est à la charge complète de l'exploitant. Nous demandons a minima un **partage équitable des responsabilités entre l'Etat et l'exploitant**.

7. Transmission par voie électronique des données figurant sur le PPF et le CEP pour les exploitations en ICPE dans les bassins versants algues vertes (Art. 8.3.9)

La télédéclaration des informations figurant dans le plan prévisionnel de fumure (PPF) et le cahier d'enregistrement des pratiques (CEP) ne fait qu'ajouter une charge administrative aux exploitants et à leurs prestataires. Cette mesure vise à faciliter le processus de contrôle, une responsabilité que l'administration n'est plus en mesure d'assumer sur le terrain. En déléguant cette tâche, l'Etat transfère les coûts et le temps de réalisation à des tiers, démobilisant ainsi les exploitants et leurs conseillers. Cette décision, dépourvue d'intérêt environnemental, souligne les difficultés de l'Etat à allouer les ressources nécessaires à sa mission, illustré par l'absence de données issues des Déclarations des flux d'Azote (DFA) dans l'outil *Equinoxe* depuis 2020, en dépit de ses engagements antérieurs.

D'autre part, l'imposition de la télédéclaration complète des données du PPF et du CEP aux seules ICPE génère une charge administrative disproportionnée, dont l'efficacité n'a pas été démontrée et alors même que l'Etat annonce qu'il s'engage sur la « simplification ». Cette démarche nécessiterait une étude de faisabilité et

éventuellement des tests avec les éditeurs de logiciels en raison du volume considérable de données à transmettre, représentant un défi logistique majeur.

La FRSEA regrette la non prise en compte de nos propositions en Comité Nitrates et demande à nouveau de retirer cette mesure en l'état. À défaut, nous demandons de la remplacer par une proposition de télédéclaration basée sur les données déjà enregistrées, sans ressaisie et suffisamment synthétique : télédéclaration de balances apports – exports par culture et affichage de l'azote total et efficace. Dans un souci de cohérence administrative, **ces données peuvent être transmises en même temps que les DFA.**

Enfin, la FRSEA demande de retirer l'indication « et ses prêteurs de terres » car ces derniers ne doivent pas être concernés par une prescription ICPE.

8. Zones de captages (Art. 8.4 et carte en annexe 9)

Le projet de PAR7 intègre des captages qui ont une concentration en nitrates supérieure ou égale à 50 mg/l (annexe 9), en appliquant le seuil d'alerte reliquat, les bandes enherbées à 10 mètres et les journées de présence au pâturage (JPP). Or, certains captages listés en annexe 9 sont aujourd'hui abandonnés, ou qu'une seule donnée supérieure à 50mg/l ou encore d'autres ne disposent pas assez de données disponibles (moins de 10 mesures chroniques pour la période 2017 – 2021).

Par conséquent, **la FRSEA demande de sortir les captages** du PAR :

- Ceux qui sont abandonnés : Manéher (56), la Ville Hamon (22), Pont Cléau (29), Traou Scaven (22), Veneguen (29), le Pontou (22) et Saint-Nicolas la Finetais (35). La reconquête des captages fermés doit être abordé via un autre véhicule réglementaire, pas le PAR.
- De Bazouges-la-Pérouse (35) car il n'y qu'une seule donnée et elle est inférieure à 50 mg/l sur toutes les années mesurées.
- Où il y a moins de 10 mesures chroniques sur 2017 – 2021 : Berlouze (22), Kerdurand à Groix (56), les Ecoupées (22), Molène (29), Manéher (56), Pincé (35), la Ville Hamon (22), Puits « forains » Ereac (22) et la station de pompage de Pont Cléau (29).

Enfin la FRSEA exige également que les mesures citées ci-dessus ne doivent s'appliquer qu'aux surfaces situées dans la zone de captage et non pas à toute l'exploitation. Il convient donc de modifier la phrase en intégrant « **les articles (...) du présent arrêté s'appliquent à toute surface d'exploitation située dans une zone de captage et dont le siège ou au moins 3 hectares sont situés dans ces zones.** ». C'est inadmissible si toutes les surfaces de l'exploitation doivent être concernées !

9. Surfaces d'échouage d'algues sur vasières (Art. 9)

Comme pour les articles 8.3.1 et 8.4, il convient de préciser que la mesure applicable aux zones à enjeux concernant les échouages d'algues sur vasières (bande enherbée à 10m) ne soit d'appliquer qu'aux surfaces situées dans ces zones.

Par conséquent, la FRSEA demande à ajouter la phrase « **l'article (...) du présent arrêté s'applique à toute surface d'exploitation située dans les bassins versants concernés par cet article et dont le siège ou au moins 3 hectares sont situés dans ces zones.** »

10. Situation particulière des marais de Dol (Art. 3.2.2 et Annexe 1) : couverts végétaux

Les marais Noir et Blanc de Dol (Ille-et-Vilaine) possèdent des conditions pédoclimatiques spéciales où les terres disposent un fort taux d'argile gonflantes (allant de 25 à 42 %) et une forte perméabilité. Ces terres profondes sont ennoyées pendant l'hiver et ne deviennent perméables qu'une fois le printemps bien entamé.

Planter des couverts alors que le terrain est impraticable et totalement inondé est impossible ! On marche sur la tête !

Le projet de PAR 7 envisage une dérogation à l'implantation des couverts végétaux pendant les périodes pluvieuses dans le secteur des Marais de Dol, identique à la carte des programmes précédents (5 et 6). Toutefois, cette exemption est soumise à des conditions draconiennes, dont une analyse de sol révélant un taux d'argile dépassant 37 % sur les îlots concernés et l'obligation pour l'agriculteur d'effectuer un reliquat à ses frais au début de la période de drainage. Cette modification remet en question une règle établie depuis près de deux décennies, imposant des coûts prohibitifs aux exploitants de ces zones. Par exemple, pour une exploitation de 50 îlots, les analyses de sols engendreraient des frais de 8 500 €, tandis que les reliquats représenteraient une dépense annuelle de 5 750 € (selon les tarifs en vigueur du laboratoire en 2023) ! C'est inacceptable. Il serait judicieux de s'appuyer sur la cartographie validée dès les premiers programmes d'actions pour définir le secteur éligible à cette dérogation, évitant ainsi la nécessité d'analyses de sol coûteuses.

Pour la FRSEA, il est essentiel de revenir aux dérogations déjà accordées par le passé pour tenir compte de ces caractéristiques, sans faire de reliquat imposant des frais exorbitants et sans réelle analyse scientifique.

→ En conclusion, la FRSEA rappelle que la multiplication et le renforcement des mesures contribuent à rendre illisible la réglementation. Il est impératif de revenir à de la pédagogie avec des mesures fondées sur des principes agronomiques, faisant sens pour les agriculteurs, car la réussite du PAR repose essentiellement sur son appropriation. Enfin, le PAR doit s'appliquer au début de la prochaine campagne. **La FRSEA exige une refonte du texte, reposant sur l'agronomie et demande à l'Etat de tenir ses promesses de remise à plat du PAR 7.**